

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 30/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2023

Contexte et constats

Publié sur



HOLCIM BETON GRANULAT HAUT-RHIN

Lieu-Dit Ritty

68730 BLOTZHEIM

Références : 0006700259_2023_01_27_HOLCIM_BGHR_Herrlisheim_visite
Code AIOT : 0006700259

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2023 sur la carrière HOLCIM BETON GRANULAT HAUT-RHIN implantée MISLESACKER ZERC1 68420 Herrlisheim-près-Colmar. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HOLCIM BETON GRANULAT HAUT-RHIN
- MISLESACKER ZERC1 68420 HERRLISHEIM PRES COLMAR
- Code AIOT : 0006700259
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Herrlisheim-près-Colmar est exploitée à sec et en eau. L'autorisation est accordée jusqu'au 1er janvier 2049. La vitesse d'extraction est de 250 000 t/an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite donnée à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 décembre 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Réseau de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 27/02/2020, article 5.5.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Abandon de piézomètre	Arrêté Préfectoral du 27/02/2020, article 5.1.3.6	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Remise en état plateforme de recyclage	AP de Mise en Demeure du 16/12/2021, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a remis en état les parcelles sur lesquelles étaient stockés les déchets inertes. Les matériaux stockés ont été évacués et les terrains ont été remis au niveau du terrain naturel. Ils ont été recouverts par des terres végétales.

Lors de la visite sur site, il a été constaté la présence d'une tête de piézomètre arrachée. L'un des ouvrage (pz4) est inutilisable. En conséquence, un projet de mise en demeure est transmis au Préfet pour les deux points suivants :

- réseau de surveillance ;
- comblement des piézomètres abandonnés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état plateforme de recyclage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/12/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état plateforme de recyclage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « remise en état des terrains de la plate-forme de traitement/recyclage de déchets non dangereux inertes du BTP Dans un délai de 1 an, compté à la notification du présent arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, les terrains de la plate-forme de traitement/recyclage de déchets non dangereux inertes du BTP, dont la localisation est définie à l'article 1-1-1-1 ci-dessus doivent avoir été remis en

état :

- suppression de tout dépôt de matériaux et équipement,
[...]. »

Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté que les terrains situés au Sud Est du site de la carrière ont été remis en état. Les matériaux présents ont été évacués et les terrains ont été recouverts de terre végétale.



L'exploitant a remédié à la non-conformité objet de la mise en demeure du 16 décembre 2021.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Réseau de surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2020, article 5.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de surveillance des eaux souterraines

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

(...)

Le réseau de surveillance se compose **a minima** des ouvrages suivants :

Statut	N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)
Ouvrages existants	BSS 0378-2X-0203	PZ1 : Puits Amont de la carrière, au Sud du site
	BSS 0378-2X-0204	PZ2 : Puits Aval de la carrière : Aval Nord-Ouest
	BSS 0378-2X-0205	PZ3 : Puits Aval de la carrière : Aval Nord-Est (ouvrage appelé à disparaître et qui sera remplacé par un ouvrage dit Pz3bis positionné en angle Nord-Est de la carrière).
Ouvrage à réaliser	Non réalisé à la date du présent arrêté	PZ3bis : Puits Aval de la carrière : Aval Nord-Est en remplacement du PZ3 existant
	Non réalisé à la date du présent arrêté	PZ4 : Puits en Aval de l'assainissement autonome et de la zone d'infiltration d'eaux pluviales de l'aire de dépotage/distribution de carburant (rejet du décanteur-séparateur sepHC1)

Dans un délai de 6 mois, les nouveaux puits de surveillance dits « PZ3bis » et « PZ4 » doivent être réalisés.

Dans un délai de 9 mois, les éléments réglementaires d'information, conception et identification seront portés à la connaissance du préfet.

A-Surveillance qualitative :

Le réseau de surveillance « qualitative » sera constitué de 4 puits de contrôle.

(...)

Constats : Le jour du contrôle il a été constaté que le piézomètre (pz4) était hors d'usage.

La tête de l'ouvrage (tête du piézomètre et socle en béton) a été arrachée.



L'exploitant précise qu'il s'agit d'un accident avec la chargeuse. La partie souterraine de l'ouvrage est restée en place.

L'exploitant ne dispose plus aujourd'hui des 4 ouvrages de surveillance.

Ceci constitue donc une non conformité à l'article 5.5.1 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2020.

Observation : Il y a lieu pour l'exploitant de mettre en place un nouveau piézomètre. Ces travaux respecteront les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 "*portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.*"

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Abandon de piézomètre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2020, article 5.1.3.6

Thème(s) : Risques chroniques, Abandon de piézomètre

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines et la mise en communication de nappes d'eau distinctes.

L'exploitant communique au préfet dans le mois qui suit le comblement, un rapport de travaux précisant :

- les références de l'ouvrage comblé,
- l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de cet ouvrage,
- les travaux de comblement effectués.

Constats : La partie du piézomètre pz4 détruite est restée en place et n'a pas fait l'objet des travaux de comblement prévus.

Aucune information n'a été transmise au préfet.

Ceci constitue des non respects de l'article 5.1.3.6 de l'arrêté du 27 février 2020.

Observation : Ces travaux de comblement respecteront également les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 "*portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage*"

<i>souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié."</i>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois